

cc, 5
INSTITUTO DE HISTÓRIA E TEORIA DAS IDEIAS

*REVISTA DE HISTÓRIA
DAS IDEIAS*

VOL. II



UNIVERSIDADE DE COIMBRA

1978-1979

LES INVASIONS FRANÇAISES ET LES ORIGINES DU LIBÉRALISME AU PORTUGAL

Le texte qui suit est celui d'une conférence. Mais il s'inspire largement d'un séminaire tenu à Coimbra en novembre 1977 sur les conséquences des invasions françaises et à ce titre, il a été enrichi d'un certain nombre d'observations présentées par les participants. Nous tenons d'ailleurs à remercier très chaleureusement Mr. le Professeur J. S. da Silva Dias et son équipe de l'Institut d'Histoire des Idées, dont les travaux nous ont été, depuis longtemps, très utiles.

L'exposé qui va suivre est le résultat d'une réflexion que j'ai commencée il y a maintenant plus de 10 ans. Je l'ai reprise de temps en temps, la modifiant, y apportant des nuances et des compléments, et je vous en livre aujourd'hui l'état. Le point de départ de cette réflexion est, je n'hésite pas à le dire devant des Portugais, l'examen de ce qui s'est passé en Espagne lors de la lutte contre Napoléon. Certes, je ne prétends pas que l'histoire du Portugal n'est que le reflect décalé d'une histoire ibérique dominée par l'Espagne. Mais je pense qu'il existe des points communs. Puisque mon thème est le début du libéralisme, je me dois de vous faire remarquer que la Révolution portugaise de 1820 suit l'espagnole. Celle d'Espagne commence le 7 mars, celle de Porto le 24 août. La fin de ces deux révolutions suscite une observation identique. Les troubles absolutistes commencent dans le Nord du Portugal dès l'annonce de l'intervention française en Espagne. La contre-révolution de la Vilafrancada suit, le 27 mai 1823, à quelques jours près, l'entrée des Français à Madrid. Il y a donc un parallélisme évident à cette époque, que l'on retrouverait d'ailleurs si l'on examinait les différents groupes libéraux. Mais la constatation d'une ressemblance n'implique pas qu'il y ait identité. C'est

même, je le crois profondément quand il s'agit de l'Espagne et du Portugal, en juxtaposant les ressemblances et les différences que les originalités respectives, en l'occurrence celle du Portugal, apparaissent le mieux.

Quelle est donc la différence qui frappe quand on envisage la naissance active du libéralisme dans les deux pays? C'est, je vous le dis tout de suite, le caractère plus tardif du portugais. Alors que l'espagnol est constitué au moment de l'invasion française, le portugais ne me semble prendre tournure qu'après. Mon hypothèse est donc que les invasions françaises ont déclenché un mécanisme dont le résultat est sensible avant même 1820, dans la conjuration de Gomes Freire, par exemple. L'idée peut paraître évidente. Ce qui l'est sans doute moins, c'est l'examen plus détaillé de ce qui s'est passé à l'époque du libéralisme et des raisons pour lesquelles ce libéralisme faible est devenu fort.

I

Pour apprécier comme il se doit l'état politique du Portugal avant 1815, nous allons donc commencer par examiner celui de l'Espagne.

1. L'Espagne a connu lors de l'invasion napoléonienne une véritable révolution, au moins dans son principe. La famille royale, particulièrement Ferdinand VII, étant en exil le pouvoir traditionnel s'effondre. L'Espagne «invertébrée», avec ce que j'appellerais volontiers son fédéralisme instinctif, surgit brusquement. Mais un nouveau pouvoir, celui des Cortes de Cadix, essaye de dominer et de réformer le pays. Oeuvre superficielle, sans intérêt? Sans doute faut-il parler du divorce, dont on dit qu'il est, ou a été, très espagnol entre l'élite et les masses (n'est-il pas aussi portugais? Je songe à l'hostilité des républicains historiques au suffrage universel!). Mais l'attitude de l'élite qui dirige les Cortes de Cadix doit néanmoins être prise au sérieux. Or ce qu'elle a voulu c'est une révolution totale, particulièrement bien connue depuis qu'il y a 20 ans Miguel Artola a publié ses «Origines de l'Espagne contemporaine». Le changement total que la notion de libéralisme sous-entend est bel et bien visé. Libéralisme politique avec la Constitution de 1812, dont il ne faut pas oublier qu'elle a servi de portedrapeau institutionnel aux libéraux

européens du début du 19^e siècle. Libéralisme économique. Dans le commerce et l'artisanat en avril 1813, et dans le domaine agricole où plusieurs décisions de la même année s'efforcent de mettre fin aux habitudes collectives, au «collectivisme agraire», comme dit Joaquin Costa. Abolition aussi de la féodalité par la suppression des banaalités, des droits de pêche, de chasse et surtout de justice. Comme on le voit, c'est bien à la suppression de l'ancien régime que l'on assiste. L'Espagne suit ainsi l'exemple de la France de 1789-1792 en luttant contre la France de Napoléon.

Ce qui s'est passé entre 1808 et 1814, cette révolution libérale, implique, assez évidemment, me semble-t-il, qu'au tout début du 19^e siècle, une pensée libérale sérieuse existât en Espagne. C'est bien l'avis de Richard Herr, l'auteur de l'excellent livre intitulé: «La Révolution du 18^e siècle en Espagne». Idées importées de France, en écho à la Révolution? Très partiellement, oui. Godoy, dans ses mémoires, a parlé de plusieurs conspirations. L'une au moins est bien connue, celle de Juan Picornell y Gomila qui a préparé avec des complices un soulèvement pour le jour de la Saint Blaise, le 3 février 1795, conspiration dont le but était l'implantation d'une République. Mais l'idéologie française est mineure. Ce qui compte par-dessus tout, c'est une réaction purement espagnole. C'est le passage, j'emprunterai volontiers un peu brutalement à Richard Herr le titre des deux parties de son livre, de l'«illustracion» à la «revolucion». Et le mécanisme qui a conduit de l'une à l'autre se devine fort bien. Le chaînon intermédiaire en est l'histoire. Godoy, cherchant à expliquer la tentative de 1795, l'a lui-même dit avec force. Pour lui, il y a deux causes: la propagande républicaine, oeuvre des Français, et l'histoire nationale. «Nos propres annales, écrit-il, depuis l'époque même des Goths, offraient des exemples dangereux». Le goût de l'histoire, l'intérêt pour l'histoire, sont bien antérieurs à la fin du 18^e siècle. Il est d'ailleurs curieux que l'on ait réimprimé plusieurs fois l'Histoire Générale de l'Espagne du Père Mariana, bien que ce jésuite du 16^e siècle ait été le défenseur, dans un autre ouvrage il est vrai, de la fameuse théorie du tyrannicide. Mais je passe. Je préfère insister sur le cas décisif, celui qui illustre le mieux le passage annoncé, celui de Jovellanos (1744-1811), le plus éclairé des Espagnols de l'époque des lumières par sa vaste culture et sa volonté d'agir dans des domaines on ne peut plus divers. Or, a-t-on pu dire, la culture de Jovellanos est à base d'histoire. Il n'y a pas (je cite à

peu près) un seul de ses travaux qui ne commence par une étude historique détaillée, reposant sur la connaissance directe des sources. La démarche de Jovellanos a abouti, dans le domaine politique, à une prise de position en faveur de ce qu'on peut appeler le constitutionnalisme historique. C'est-à-dire à la définition d'un régime politique fondé sur la tradition ancienne des Cortes et qui est, en langage plus moderne et plus direct, une monarchie constitutionnelle. Ce qui explique que l'on emploie quelquefois au Portugal (je pense à Coimbra) le mot de traditionalisme que je n'aime pas car, à mon avis, il a déjà un sens plus précis et très différent, en fait inverse, dans le mesure où, même s'il admet des Cortes, il les réduit à un rôle purement délibératif, voire décoratif (voyez en 1828 avec Dom Miguel). Le moins que l'on puisse dire est que la théorie est bien posée en Espagne, et avec éclat, dans le discours de réception de Jovellanos à l'Académie d'histoire en 1780. Elle est reprise par la suite (un auteur écrit par exemple, après 1789: «que le cri universel soit «Cortes! Cortes!»). Je n'insiste pas, pas plus que je n'insiste sur les raisons qui peuvent expliquer cette affirmation vivante d'un traditionalisme révolutionnaire, qui passera aux actes après 1808. Mieux vaut passer maintenant au cas portugais.

2. Lors de la guerre contre la France, l'évolution a été bien différente. Très vite, après un moment de flottement, c'est un pouvoir régulier qui prend le dessus, la Régence du Royaume, éliminant donc les Juntas locales qui avaient tendance à se créer comme en Espagne. Et cette régence a persécuté les suspects, baptisés Jacobins, y compris les Francs-maçons (voyez par exemple les arrestations de la septembrisada en 1810). Ceci implique d'ailleurs qu'il y a des tendances libérales. Il semble bien que l'on ait essayé à Porto, lors de la révolte de juin 1808, de pousser le mouvement dans un sens constitutionnel. Très curieuse aussi est l'attitude du Juiz do povo (José de Abreu Campos) lors de la réunion de la Junta dos Tres Estados, provoquée par Junot en fin mai 1808 afin de féliciter Napoléon. Il propose de discuter trois questions, dont les deux premières étaient: a) le trône est-il vacant, et le droit de choisir ou de demander un Roi revient-il à la nation? b) cette assemblée a-t-elle autorité, conformément à notre constitution, pour exercer ce droit? Il y a dans ces mots un arrière-goût de constitutionnalisme historique. Mais les résultats sont nuls. Du moins politiquement, car je tiens à souligner que, peut-être sous l'influence du mouvement espagnol, le gouver-

nement portugais a ébauché des réformes sociales et économiques. L'idée d'atténuer les droits seigneuriaux est clairement exprimée par la Carta Régia de 1810, qui parle de réformer les «foraes». En 1812, une commission, qui a effectivement travaillé, a été réunie à cet effet et elle a même traité de problèmes économiques, surtout agricoles, variés. On peut présenter comme une audacieuse réforme économique le fameux traité de février 1810, qui passe pour avoir ruiné le Portugal au profit de l'Angleterre. N'est-il pas dit dans l'exposé des motifs: «J'ai décidé d'adopter les principes les mieux démontrés de l'économie politique, tels que la liberté du commerce et la diminution des droits de douane»? Mais il me semble que ces tentatives s'expliquent fort bien par la tradition du despotisme éclairé: non par le libéralisme naissant. J'en conclus donc que, politiquement, le libéralisme portugais est faible au début des invasions françaises.

Ceci ne manque pas de surprendre quand on compare avec l'Espagne. Car le Portugal paraît le plus propice des deux pays au constitutionnalisme historique, compte tenu de la façon dont Jean I^{er} et Jean IV sont montés sur le trône. En 1644, Velasco, auteur de la «Justa aclamação», avait écrit: «même après avoir transmis le pouvoir au Roi, les peuples peuvent le reprendre si cela se révèle nécessaire à leur conservation». Mais, avec le despotisme éclairé, une très vive pression s'est faite en sens inverse. La Déduction Chronologique affirme le pouvoir sans limite du Roi. Une commission de juristes a condamné Velasco en 1767. Sous Marie I^{ère}, le grand juriste Melo Freire (1738-1798), en présentant le plan de son Novo Código, déclare que le Roi peut gouverner la société à son gré.

Le problème est donc de savoir si cette pression, au fond officielle, a été décisive. Quels sont les signes d'opposition à l'absolutisme que l'on peut discerner? C'est un gros sujet, que je regrette de traiter sommairement. Que penser, par exemple, de la maçonnerie, qui existe que Portugal depuis le début des années 1740, alors qu'en Espagne elle ne doit pas être antérieure à 1808? Les travaux récents de Madame Silva Dias montrent que la maçonnerie portugaise n'a aucune tendance subversive. Du moins avant 1789-90. Il est possible que des infiltrations, dites jacobines, se soient produites après, du temps de Pina Manique, le persécuteur, précisément. En 1807-08, son attitude a été jugée équivoque parce qu'une délégation est venue complimenter Junot lors de son arrivée à Lisbonne. Mais elle a ensuite refusé de le désigner comme grand maître, lui reprochant de manquer des quali-

tés nécessaires. Plus curieuse est l'information d'après laquelle la tentative constitutionnelle de Porto aurait été menée par des francs-maçons. Mais ne s'agit-il pas d'une vantardise maçonnique postérieure? Finalement le rôle de la maçonnerie est plutôt douteux. Je vous signale cependant un point qui a été mis en lumière pour l'Italie, et dont je me demande s'il n'est pas valable pour le Portugal. La maçonnerie aurait légué aux sociétés secrètes révolutionnaires sa structure organisationnelle: ses habitudes de discrétion facilement conspiratrices, ses rites. Avant 1820, il y a au moins la conspiration de Gomes Freire, et le *Sinedrio* est une société secrète. Seconde façon de poser le problème: existe-t-il des opposants politiques, franchement libéraux, avant 1800-1807? Il y a des condamnés célèbres (en 1778 Filinto Elísio et d'autres). Mais les raisons ne sont-elles pas plutôt religieuses? Quant aux victimes de Pina Manique, ce sont souvent des étrangers, voire des innocents probables. Rares sont les véritables révolutionnaires. Francisco Coelho da Rocha a été poursuivi en 1793 et Luz Soriano l'appelle «le premier libéral portugais poursuivi dans ce pays». En 1797, on a trouvé aussi quelques suspects de républicanisme: 6 personnes dont un ecclésiastique arrêtées à Lisbonne; l'étudiant de Coimbra Simões Margiochi. Finalement, cela me paraît peu de chose. À moins de donner un sens politique libéral à l'émeute d'Ourique qui, le 25 juillet 1803, opposa devant une caserne les soldats du régiment de Gomes Freire à la police. Cela ne me semble pas démontré du tout. Dernier point, sans doute le plus important: que se passe-t-il dans la vie intellectuelle du pays? Les lumières portugaises ont-elles eu des conséquences politiques comme en Espagne? À lire le grand article d'A. Coimbra Martins dans le Dictionnaire d'histoire, cela ne paraît pas très évident. Mais il y a incontestablement quelque chose. Sur le thème fondamental du constitutionnalisme historique, il faut constater qu'il y a une sorte de Jovellanos portugais. Il s'agit d'un professeur de Coimbra, António Ribeiro dos Santos qui, en 1789, a répondu à Melo Freire lors de la préparation du Nouveau Code. Dans les notes qu'il rédigea, il conteste au souverain le droit de faire la loi et réclame les Cortes («établissement constitutionnel fondé sur nos anciens corps et coutumes»). Il prétend qu'il y a des lois fondamentales, établies par un pacte originel entre roi et peuple, qui oblige par exemple le Roi à consulter les Cortes. C'est presque un nouveau Velasco. La question est de savoir quel écho il a suscité. Particulièrement à Coimbra, le centre de la vie

et de la jeunesse intellectuelle portugaise. C'est une affaire importante car elle intéresse la formation de la génération libérale de 1820. Dans le domaine des publications, on ne trouve pas grand chose à dire. L'histoire portugaise ne me semble pas avoir alors de résonance libérale. Quand Antonio Caetano do Amaral parle des Cortes anciennes, il s'efforce de montrer qu'elles ne faisaient pas vraiment obstacle au pouvoir royal. Il est vrai que l'Inquisition portugaise était très sévère, plus que l'espagnole m'a-t-on dit. Il y a des livres portugais interdits (il faudrait voir s'il ne s'agit pas seulement de religion). Les publications ne sont donc pas un critère suffisant. Il faut tenir compte des mentalités. Or la mentalité des intellectuels portugais semble bien avoir évolué. Il y a finalement des signes. Des étudiants ont demandé à João Pedro Ribeiro quels étaient les livres interdits... pour tenter de se les procurer. Teófilo Braga dit qu'en 1804 circulaient à Coimbre des écrits scandaleux dont Rousseau (mais l'intendant de la police écrit, une fois encore, «attentatoires à la religion»). Plus frappant, à mon avis, ce détail: le journaliste dont nous reparlerons, Rocha Loureiro, né en 1770, a vécu à Viseu en 1792-1794 dans une sorte de milieu contestataire, où on lisait Mirabeau et Hume et où l'on regrettait que Jean VI n'ait pas convoqué les Cortes avant de prendre la régence. Ma conclusion est donc nuancée, plus, je l'avoue, qu'il y a une dizaine d'années. Il y a certainement, au terme de l'époque des lumières, pénétration dans les élites portugaises d'un certain libéralisme politique. Mais je ne crois pas qu'il ait été notable. Entre l'oeuvre des Cortes de Cadix, sa constitution, et l'absence de réformes politiques au Portugal, il y a une différence d'intensité dans le libéralisme telle qu'elle doit s'expliquer par la situation préexistante. Ce qui me gêne surtout, c'est de ne pouvoir suivre la piste du vieux constitutionnalisme historique portugais depuis A. Ribeiro dos Santos. Les questions du *juiz do povo* de mai 1808 ne sont qu'un bien maigre indice.

Or la théorie réapparaît avec force plus tard. Elle est en pleine lumière en 1820. Lorsque, le 28 août, la Junte de Porto répond au comte d'Amarante qui l'a accusée de vouloir révolutionner le Portugal, elle affirme que la convocation des Cortes est conforme à la tradition nationale. L'autorité de Lisbonne décide d'ailleurs, pour reprendre l'initiative, de les convoquer pour le 15 novembre. Lorsque, après la Vilafrancada, l'on discute, signe caractéristique du progrès des idées, d'une sorte de Charte constitutionnelle, on évoque pour se

rassurer les anciennes coutumes du pays. C'est donc que les germes d'avant 1807 ont fructifié. Et cette accélération de l'histoire ne peut être due qu'aux invasions françaises.

II

Je vais donc m'efforcer de démontrer, dans une deuxième partie, le mécanisme qui a provoqué cette accélération. Je crois qu'il convient d'examiner les conséquences des invasions françaises, du point de vue économique, du point de vue politique et, c'est aussi une façon de traiter du politique, du point de vue intellectuel.

1. La gravité de la crise économique que le Portugal connaît après la guerre est un fait notoire. Son importance est d'autant plus grande que le pays avait bénéficié auparavant d'une remarquable prospérité. Cette prospérité était due au commerce avec l'étranger. Jorge de Macedo a parlé de quadruplement entre 1789 et 1806. On le connaît bien à partir de 1796, grâce aux chiffres de la balance du commerce que Balbi a reproduits dans cet extraordinaire livre de 1822 qu'est son *Essai sur le Royaume de Portugal*. De 1796 à 1809 inclus, il a été bénéficiaire sauf en 1797 et en 1799. Les plus gros excédents se situent en 1806 et 1807. En 1808, et plus encore en 1809, il y a une chute notable. La raison de cet excédent régulier est claire: le Portugal (comme cela a été à un certain moment le cas de l'Espagne) profite de sa neutralité durant la guerre européenne. Il profite aussi de l'intérêt des produits coloniaux qu'il fournit. En 1796, ceux-ci constituaient 63% des exportations. En 1806, sur un total plus élevé, ils atteignent presque 60%, presque tout venant du Brésil, le reste, très peu, d'Asie. On comprend dès lors l'importance de la guerre avec la France, puisque celle-ci a entraîné l'ouverture du Brésil aux Anglais (qui font désormais un commerce direct avec lui) et un traité de commerce anglo-portugais qui favorise les importations anglaises. De 1812 à 1819, le commerce extérieur portugais est systématiquement déficitaire. Les années 11-12-13 ont été des années noires, l'année 1817 présentant au contraire un déficit très faible. C'est une idée courante de considérer la situation nouvelle comme catastrophique. De bons auteurs (pour ne pas me citer, je donnerai le nom de Sandro Sideri) pensent qu'à cause de Napoléon le Portugal a perdu une remarquable

occasion de démarrage économique. J'apporterai cependant quelques nuances. La catastrophe est quelque peu exagérée. En 1819, 40% des exportations portugaises sont constituées de produits brésiliens. Si le transit par le Portugal du Brésil à l'Angleterre a disparu, le Portugal continue donc à réexporter vers d'autres pays. L'autre point, sujet à discussion, c'est l'impact de la crise commerciale sur l'industrie portugaise. L'idée a été émise par le professeur Jorge de Macedo que la concurrence anglaise l'a ruinée avant les invasions françaises, vers 1801-1802. Je ne vois pas qu'elle soit démontrée. À l'inverse, le professeur Magalhães Godinho a émis l'idée d'un démarrage industriel après la guerre, compte tenu d'une enquête de la Junta do Comercio faite en 1811-1813. Je pense que le point de départ n'est pas significatif. Le pays a trop souffert de la troisième invasion. Acúrcio das Neves parle beaucoup du désastre qui l'a suivie. Au lendemain du départ de Masséna, dit-il, la moitié du royaume était dévastée («despovoada»). Il y eut effectivement disette et épidémie. L'année 1811 est d'ailleurs, dans l'économie de tous les pays belligérants, une année de crise. Il était donc inévitable qu'il y eût un redressement industriel en dépit de la concurrence accrue de l'Angleterre (en 1814, le traité est modifié en faveur des lainages anglais). La vérité me paraît se situer entre les deux. Il y a un recul de l'industrie nationale devant la concurrence anglaise depuis la guerre, mais depuis la guerre seulement. Il y a ensuite une reprise, mais le niveau récupéré est inférieur à l'avant-guerre. C'est d'ailleurs ce que me suggère l'indicateur important qu'est la valeur des exportations des fabriques portugaises vers le Brésil. Balbi, toujours lui, donne la valeur des produits manufacturés nationaux exportés vers l'outre-mer (on peut considérer que le Brésil est le marché essentiel). La moyenne 1796-1805 est d'environ 9 millions de cruzados. De 1808 à 1812, il n'y a presque rien. La reprise se manifeste après et en 1818-1819, on dépasse 3 millions de cruzados. On remarquera que la chute, très sensible, ne conduit pas au néant. En fait, il me semble que la crise de l'après-guerre est un peu moins catastrophique que l'on a tendance à le faire croire. Le commerce du Brésil a tout de même repris, plus favorable sans doute pour les produits agricoles que pour les produits industriels. Mais la crise n'en existe pas moins. Commerçants et industriels sont mécontents. Psychologiquement, c'est-à-dire politiquement parlant, le simple fait qu'il y ait un recul sensible suffit pour provoquer un grand

mécontentement. Et, dans ce cas, on s'en prend toujours au gouvernement, voire au régime.

On le fera d'autant plus volontiers que la situation du commerce extérieur portugais, devenue mauvaise, a probablement eu des conséquences financières déplaisantes. Il y a ici, une fois de plus, une suggestion à explorer qui nous vient d'Espagne. Dans ce pays, où le même renversement s'est produit, les revenus de l'Etat en ont gravement supporté les conséquences. Par rapport à la belle époque (pour l'Espagne c'est 1788-1792) les douanes rendent beaucoup moins. Et l'auteur (Josep Fontana) qui a étudié la question, voit dans les problèmes financiers nés de la guerre avec la France, une cause essentielle du passage révolutionnaire, à partir de 1820, de l'ancienne société à la nouvelle. Ce qui se passe au Portugal n'est pas encore connu avec précision. On le saura seulement quand l'équipe qui, avec le professeur Magalhães Godinho, étudie l'histoire financière du pays aura achevé ses travaux. Pour le moment je ne dispose que d'indices. Dans le manifeste du 24 août, je lis que le peuple portugais est «opprimé par une horrible dette nationale». Et je trouve une bonne explication de la formule dans Balbi. En 1817 il y eut un nouvel emprunt et, pour renforcer le paiement des intérêts (ainsi que l'amortissement de la dette en général, comme celui du papier monnaie), on réorganise la Junta dos juros en lui attribuant de nouveaux impôts sur: le biscuit, la viande salée, le beurre et le fromage importé. Autrement dit, la guerre aurait entraîné une pression fiscale accrue. Je n'en ai pas encore fini avec les conséquences économiques des invasions. J'ai, jusqu'à présent, surtout parlé des commerçants et des industriels, lesquels peuvent penser à bon droit que la crise de l'après-guerre, qui est internationale (on a parlé de crise de reconversion), est aggravée par la politique de leur gouvernement. Mais les producteurs agricoles sont eux aussi fort peu satisfaits, car la crise se manifeste durement dans leur secteur. Le renversement du mouvement des prix correspond pour eux à un effondrement, très sensible dans le domaine des céréales. Au Portugal, comme ailleurs en réalité, les considérations que l'on peut faire sur les tendances de l'économie internationale n'ont aucun effet. La crise est imputée aux importations étrangères, spécialement celles du Sud de la Russie. Le blé d'Odessa passe pour être à l'origine de tous les malheurs de l'agriculture portugaise. Or la classe qui tire ses revenus de la vente des produits agricoles n'est pas seulement celle des exploitants. C'est aussi

celle des propriétaires. Et parmi eux toute une catégorie de bourgeois. De sorte que si la bourgeoisie portugaise est mécontente du point de vue économique, c'est aussi parce qu'elle est une classe foncière. Après tout, ceux qui ont dirigé la Révolution de 1820 n'étaient pas fondamentalement des commerçants et des industriels. Je dis volontiers, comme on le dit de ce qui se passe en France en 1789, qu'il s'agit d'une révolution de juristes. Ces juristes, ces hommes de loi sont aussi des propriétaires et en tant que tels sont mécontents de la crise agricole. Ainsi se trouve mis en place un mécanisme politique d'origine économique. Mais vous remarquerez le paradoxe. C'est le libéralisme économique du régime qui, par contre-coup, favorise le libéralisme politique de l'opposition. La monarchie absolue est accusée, faute de protection, de livrer le marché national aux produits étrangers. On voudrait réagir contre la concurrence anglaise dans le domaine de l'industrie (il est vrai que les fabriques de drap de Portalegre et de Cascais sont ruinées), et contre la concurrence russe dans le domaine agricole. Économiquement, c'est un national-libéralisme qui se prépare. Et cela est d'autant plus important que c'est aussi le cas politiquement.

2. Politiquement, puisque après les conséquences économiques, ce sont les conséquences politiques des invasions que je me propose d'étudier, deux faits doivent à mon avis être mis en valeur. L'un est, pour ainsi dire, passionnel: le renouveau du nationalisme portugais, l'autre est intellectuel, c'est la résurrection au Portugal du constitutionnalisme historique, support important d'une pensée libérale, d'allure précisément nationale.

L'ancienneté de la nation portugaise est bien connue. Lorsque mon collègue Pierre Vilar considère la nationalité catalane comme la plus ancienne d'Europe, sans doute oublie-t-il le Portugal. Quant au nationalisme, il me paraît lui aussi fort ancien dans la mesure où il se manifeste par le refus de la Castille qui en est la première forme. Ce premier aspect a été renforcé par la fierté qui provoque la glorieuse aventure maritime. Ne peut-on voir chez les chroniqueurs une sorte d'idéologie, définissant le Portugal par son destin prodigieux de peuple des *Lusiades*? Ce vieux nationalisme est certainement sorti renforcé de la lutte contre les Français. Il était sans doute passablement assoupi avant, si l'on songe à la passivité portugaise lors de la petite guerre contre l'Espagne en 1801. Il l'était même encore lors de l'arrivée

des Français en 1807. Mais l'hostilité est assez vite venue, et, selon ce qui est conforme à la tradition nationale, d'abord dans les classes populaires. Le premier incident a eu lieu le 13 décembre 1807 à Lisbonne. C'est une manifestation contre le remplacement du drapeau portugais par le drapeau français au château Saint Georges. Le chef de la police, Lagarde, trouvait en juillet 1808 que l'agitation antifrançaise revenait à la «basse classe». Après le soulèvement espagnol, l'explosion nationale est incontestable. Le nationalisme portugais reprend vigueur avec une volonté d'indépendance qui découle de la haine de l'étranger. Mais au lendemain de la guerre il ne pourra être satisfait. Car le Portugal libéré a le sentiment d'avoir perdu son indépendance. Il me semble qu'aucun Portugais ne conteste l'état de sujétion accrue de son pays à l'égard de l'Angleterre après 1815. Elle existe dans tous les domaines et la meilleure formule à employer me paraît être celle de situation semi-coloniale. Je ne suis pas sûr que cette situation ait été durement ressentie dans les classes populaires, notamment dans les classes paysannes. Mais elle l'était bien évidemment dans la bourgeoisie industrielle et commerciale, puisque celle-ci accusait le régime de trahir les intérêts économiques de la nation en faisant le jeu de l'Angleterre. Elle l'était aussi, et cela est essentiel, parmi les officiers dont l'irritation devant la place des Anglais dans l'armée portugaise est notoire. Qui ne sait que la bête noire du patriote portugais est alors le maréchal Beresford! Or l'armée portugaise n'est plus celle d'avant les invasions françaises. Elle a été complètement régénérée et le rôle qu'elle a joué dans la guerre donne à la classe des officiers le sentiment d'une dignité reconquise. Il y a là un phénomène analogue à celui qu'a connu l'Espagne au XVIII^e siècle. Un historien espagnol de qualité (Dominguez Ortiz) insiste sur la transformation de l'armée espagnole à cette époque: Amélioration du recrutement, du ravitaillement, du logement, de la tenue, d'une part. Mais aussi formation d'un corps d'officiers pleins de bonne volonté, fiers de leur mission, manifestant en outre une certaine curiosité intellectuelle. Il voit dans ce considérable changement une véritable «révolution militaire», d'où est sortie une caste d'officiers très actifs qui, après avoir combattu Napoléon, jouera un rôle décisif dans la politique espagnole au 19^e siècle, à commencer par la Révolution de 1820. Je suis donc tenté par l'application au Portugal de ce modèle espagnol. La «révolution militaire» se serait produite durant les invasions françaises. Il en serait sorti un nouveau corps d'officiers

capable, ambitieux, que son nationalisme conduit à l'opposition au régime, c'est-à-dire au libéralisme. Ainsi se préparait, par le front commun des commerçants, des industriels, des officiers, une révolution des élites. Reste à expliquer pourquoi ces nationalistes ont pu accepter si facilement des idées qui paraissent d'inspiration étrangère, surtout française. C'est ce que j'appelle les conséquences intellectuelles des invasions.

3. Je ne saurais à vrai dire nier absolument qu'il y ait un libéralisme portugais lié à la France. Ce n'est certes pas Napoléon qui l'a favorisé. J'ai montré jadis comment l'offensive, faite par Francisco Solano Constancio, au nom d'un groupe libéral réfugié en France, pour obtenir une politique de réforme, avait échoué. Il y avait aussi des libéraux parmi les afrancesados du Portugal. Au lendemain de la guerre¹ y eut une émigration en France, et trois libéraux connus, Francisco Solano Constancio, José Diogo Mascarenhas Neto, Candido José Xavier, firent vivre une très bonne revue, les *Annaes das Sciencias das Letras e das Artes*. Tous rentrèrent d'exil après 1820 et furent bien accueillis. Après tout la première tentative nationaliste et militaire, la conspiration de Gomes Freire, est celle d'un homme qui a servi Napoléon (et qui était d'ailleurs franc-maçon). Je ne nie donc pas qu'il y ait des libéraux à la française. Je crois même volontiers qu'ils sont à l'origine de la tendance la plus radicale. Mais le rôle de l'influence anglaise dans l'accélération du libéralisme portugais me semble beaucoup plus important. Ceci est loin d'être une idée neuve. Dans son histoire de la Révolution de 1820 José de Arriaga l'a déjà exprimée. Je remarque d'ailleurs que si l'on veut interpréter la rivalité franco-anglaise qui se déroule au Portugal avant 1807 en terme politique (par exemple à propos des émeutes d'Ourique de 1803 ce serait le côté anglais (avec Rodrigo de Sousa Coutinho) qui serait le plus libéral. Et Gomes Freire était, dit-on, de ce côté. En fait, je suis sceptique. Je ne confonds pas réformateur et libéral. Par contre, à partir des invasions, je suis convaincu. Les Anglais présents au Portugal semblent bien avoir protégé les libéraux pourchassés. Les victimes de la septembrisada de 1810 trouvèrent refuge en Angleterre. Il se peut qu'une certaine solidarité maçonnique ait joué. Il y a cependant, puisque je me suis placé dans le domaine intellectuel, quelque chose de beaucoup plus important. C'est que l'influence anglaise joue en faveur du constitutionnalisme historique, façon natio-

nale de fonder le libéralisme. On ne peut certes pas exclure une influence espagnole. Il est difficile de croire que la convocation des Cortes de Cadix par la Junte Centrale ~~du~~ 1^{er} janvier 1810 soit passée inaperçue au Portugal. Pas plus que la Constitution de 1812, qui proclame la souveraineté nationale. Pourtant, je ne vois pas de traces concrètes de cette influence (mis à part le cas de Rocha Loureiro, dont je reparlerai tout à l'heure), alors qu'il y en a de l'influence anglaise. C'est en 1812 que l'on publie Burke pour la première fois au Portugal, sous forme d'extraits (la 2^e édition paraîtra en 1822). Or Burke n'est pas seulement l'adversaire acharné de la Révolution française qu'illustre son livre de 1790. Il l'attaque non au profit de l'absolutisme, du maintien de l'ancien régime, mais au nom du respect de la tradition. Il refuse toute théorie politique créée abstraitement, par le raisonnement. Il n'y a pas de droits de l'homme, universels et éternels. Le fondement de la théorie politique doit être l'histoire. Les droits naturels sont des droits historiques. Il y a chez lui un certain positivisme, sociologique peut-on dire, qui fera école incontestablement du côté de la contre-révolution, par exemple chez Maurras. Mais cette façon de voir les choses justifie parfaitement le constitutionnalisme historique. En Angleterre, Burke était un whig, fidèle à la révolution de 1688 qui avait été nécessaire pour maintenir les droits traditionnels du peuple anglais. Il a soutenu les révoltés d'Amérique, parce qu'ils avaient la constitution anglaise pour eux. Transférez cette façon de voir à la péninsule ibérique et vous avez le libéralisme tel qu'il éclate en 1820. Peut-être est-ce pour cette raison qu'un homme comme Garrett, si sensible aux traditions nationales, exalte le modèle constitutionnel anglais, comme M. Pina Martins l'a montré. Ce n'est pas tout. En pratique, la théorie de Burke sur les institutions anglaises est celle de tous les Anglais, à l'exception des radicaux, plus près de la France, que Burke combat précisément. L'ambiance anglaise était donc celle du constitutionnalisme historique. Il n'est pas étonnant dans ces conditions (c'est la deuxième raison qui explique l'influence anglaise) que la théorie réapparaisse dans les périodiques portugais publiés à Londres. Tous ceux qui ont étudié cette presse d'émigrés ont montré son caractère libéral. Le fondateur de l'Investigador est un libéral exilé en 1810. Le Correio Braziliense, qui mentionne la théorie, a commencé à paraître en 1808. Grâce aux travaux de mon collègue Georges Boisvert, nous connaissons bien João Bernardo da Rocha Loureiro, émigré à Londres en 1813. Déjà avant son départ

ce qu'il écrivait comportait, à côté d'articles contre la France, des insinuations prudemment libérales. À Londres, il a pris position en faveur de la constitution espagnole de 1812 (mai 1813). Dans son journal, o Portuguez, il a en 1816 défendu le modèle britannique parce qu'il lui rappelle le vieux régime portugais, où les Cortes jouaient un rôle, comme le montrent, dit-il, les exemples de 1143 et 1641. En 1817, il écrit que le régime monarchique portugais a toujours été constitutionnel en raison de la place qu'y occupaient les Cortes. Je crois qu'il n'y a pas de doute: l'influence anglaise, le milieu politique anglais ont joué en faveur du libéralisme portugais en lui donnant une base idéologique acceptable, en le fondant sur une tradition nationale, en le désolidarisant des idées françaises, celles de l'ennemi. Or il ne s'agit pas là d'une tendance limitée à quelques intellectuels. Elle concerne la bourgeoisie portugaise de Londres. Ce sont ces commerçants qui ont subventionné les journaux dont il est question. Il est même probable que ce sont eux qui ont fait venir Rocha Loureiro de Lisbonne. Depuis 1810, il y a à Londres un club où se réunissent des négociants portugais convaincus de la nécessité de réformes libérales. Rocha Loureiro a été jusqu'à écrire que le libéralisme portugais est né dans ce milieu après 1810. Ces commerçants d'Angleterre sont en outre en contact avec la bourgeoisie de Lisbonne. Pendant un certain temps, on vendit dans la capitale les périodiques portugais de Londres, grâce aux messageries anglaises. C'est en 1817 seulement (l'insurrection de Pernambouc et la conspiration de Gomes Freire y sont pour quelque chose) que l'interdiction fut prononcée. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne fut pas tournée, malgré la pression de Palmela sur le Gouvernement de Londres. Voilà pourquoi je pense que le facteur intellectuel qui explique le développement du libéralisme portugais est, à la suite des invasions françaises, la résurrection du constitutionnalisme historique par l'intermédiaire de l'Angleterre.

CONCLUSION

Tel est donc, à mon avis, le mécanisme économique, politique, intellectuel, qui a donné naissance au Portugal libéral du 19^e siècle.

Mais je ne voudrais pas terminer cette étude des conséquences politiques des invasions françaises sans suggérer, quitte à sortir du

cadre annoncé, que la même époque a vu aussi naître la force la plus contraire au libéralisme qui soit. Je veux parler du miguélisme, c'est-à-dire d'un mouvement populaire contre-révolutionnaire dont le prototype est le carlisme espagnol, (en réalité c'est le plus connu des mouvements dont le vrai modèle se trouve dans l'ouest de la France dès 1793, et qu'on retrouve en Italie du Sud quelques années plus tard). Il est admis maintenant que les origines du carlisme se situent au temps de la guerre contre Napoléon. Il exprime une révolte surtout paysanne contre les tentatives de modernisation de l'économie, de la société, de l'État, dont les tenants sont des aristocrates éclairés ou des bourgeois. Il se manifeste par un vif attachement à la religion et à l'absolutisme protecteur. L'examen géographique du mouvement populaire antifrançais montre qu'il coïncide avec le carlisme (Valence, Aragon, Haute-Catalogne, provinces basques). Or je constate qu'un mouvement analogue a eu lieu dans le Nord du Portugal. On connaît de nombreux cas d'hostilité violente à des bourgeois, à des administrateurs, accusés d'être partisans des Français, traités de Jacobins, de francs-maçons et même de juifs. En 1809 tout un groupe de personnalités appartenant à la classe éclairée a été massacré à Braga. En juin, juillet 1808, il y a des émeutes à Viseu contre l'administration et des maisons officielles sont mises à sac. Au même moment Arcos de Valdevez connaît des tumultes célèbres. Les paysans des environs marchent sur la ville, créent une junta locale qui prend aussitôt des mesures favorables aux pauvres (par exemple la taxation des prix du lait, de la viande et du vin, l'interdiction d'exporter des céréales, la suspension des procès, celle du paiement des redevances). La répression donne lieu à deux exécutions capitales. La manifestation la plus caractéristique de cet état d'esprit prémiguéliste est sans doute l'anti-sémitisme. Lúcio de Azevedo, dans son histoire des chrétiens nouveaux, en a beaucoup parlé: «Mort aux Jacobins et aux Juifs», criait-on dans les chaires du Nord. À Bragance, Fozcoa, Moncorvo, région classique du judaïsme, la foule assaille, met à sac, assassine dans les maisons des chrétiens nouveaux partisans des Français. Les mêmes troubles se produisent dans le Minho». Il existe même un document curieux du temps de la guerre, la liste des partisans des Français à Lisbonne, dont le titre est «Judeos que nesta cidade de Lisboa... erão interessados por parcialidade Francesa». Or il y a finalement deux catégories de juifs: les «judeos por geração», peu nombreux, et plusieurs séries de personnes qui visiblement, au sens courant, ne sont

pas juives. Ils sont donc, de par le comportement politique dont on les accuse, totalement assimilés à des juifs. N'est-ce pas là le comble de l'antisémitisme? La grande revendication du retour à l'inquisition résume, symbolise finalement la fixation dans le domaine religieux d'une révolte populaire dont les origines socio-économiques sont essentielles, et dont on retrouvera la suite plus tard, au temps des guerres civiles.

Libéralisme et miguélisme, Portugal rouge et Portugal noir, les invasions françaises me paraissent donc à l'origine du dualisme dramatique qui, depuis 1808, a troublé, ensanglanté, l'histoire contemporaine du Portugal.

ALBERT SILBERT